



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société VERHAEGHE INDUSTRIES
de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux des 28 janvier 2002 et
11 décembre 2019 concernant le rejet des eaux résiduaires
pour son établissement de BONDUES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 autorisant la société VERHAEGHE INDUSTRIES à exploiter une teinturerie située avenue Jean Perrin à BONDUES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2016 imposant à la société VERHAEGHE INDUSTRIES des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à BONDUES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 imposant à la société VERHAEGHE INDUSTRIES des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à BONDUES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 22 août 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 23 août 2023 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 11 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le point de prélèvements d'échantillons et de mesures ne présentait pas toutes les caractéristiques permettant de réaliser des mesures représentatives et n'était pas aménagé de manière à être aisément accessible ;
2. lors de la visite du 11 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de contrôle périodique du réseau des eaux de process ;
3. lors de la visite du 11 avril 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence de l'étude technico-économique demandée dans l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 ;
4. le rapport de contrôle du 20 juin 2023 met en évidence le non-respect des valeurs limites de rejets en concentration de phosphore total au niveau rejet des eaux résiduaires : une concentration mesurée de 28 mg/l ;
5. le rapport de contrôle du 20 juin 2010 met en évidence le non-respect des valeurs limites de rejets en concentration de matières en suspension au niveau rejet des eaux résiduaires : une concentration mesurée de 156 mg/l ;
6. le rapport de contrôle du 20 juin 2023 met en évidence le non-respect de la valeur maximale de la température de rejet des eaux résiduaires : une température de 98,1 °C a été mesurée ;
7. le rapport de contrôle du 20 juin 2023 met en évidence le non-respect de la valeur maximale du pH de rejet des eaux résiduaires : un pH de 10,6 a été mesurée ;
8. l'autosurveillance sur le rejet d'eaux résiduaires montre un dépassement récurrent de la valeur limite en concentration de 5 mg/l pour le paramètre phosphore total sur la période janvier 2022 – mai 2023 avec un maximum mesuré de 9,9 mg/l ;
9. l'autosurveillance sur le rejet d'eaux résiduaires montre un dépassement récurrent de la valeur limite en concentration de 1 mg/l pour le paramètre halogène organique adsorbable sur la période janvier 2022-mai 2023 avec un maximum mesuré de 1,9 mg/l ;
10. l'autosurveillance sur le rejet d'eaux résiduaires montre un dépassement récurrent de la valeur limite pour le paramètre température sur la période janvier 2022 – mai 2023 avec un maximum mesuré de 37,9 °C ;
11. l'autosurveillance sur le rejet d'eaux résiduaires montre un dépassement récurrent de la valeur limite pour le paramètre pH sur la période janvier 2022-mai 2023 avec un maximum mesuré de 10,53 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société VERHAEGHE INDUSTRIES, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social situé avenue Jean Perrin 59910 BONDUES est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour le site qu'elle exploite à la même adresse :

- arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 autorisant la société VERHAEGHE INDUSTRIES à exploiter une teinturerie située avenue Jean Perrin à BONDUES, article 4.2 relatif à l'entretien des canalisations de transports de fluides dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 autorisant la société VERHAEGHE INDUSTRIES à exploiter une teinturerie située avenue Jean Perrin à BONDUES, article 9.1 relatif à l'aménagement des ouvrages de rejet dans un délai de 8 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- arrêté préfectoral du 28 janvier 2002 autorisant la société VERHAEGHE INDUSTRIES à exploiter une teinturerie située avenue Jean Perrin à BONDUES, articles 8.3.1 et 8.3.2 relatifs aux conditions de rejet dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 imposant à la société VERHAEGHE INDUSTRIES des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement, article 2 relatif à la réalisation d'une étude technico-économique dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un

recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BONDUES;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BONDUES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **24 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

